

**La France défaite et occupée.
Régime de Vichy, collaboration, Résistance
(1940-1946)**

Introduction

Déclenchement de la Seconde guerre mondiale et victoires écrasantes en 1939 des forces de l'Axe. Domination de l'Europe par l'Allemagne nazie, en France, c'est la période de la « drôle de guerre » 1940 : la pire catastrophe militaire de notre histoire suivie d'un effondrement politique avec abolition de la république par le régime de Vichy et la collaboration.

Refus par quelques-uns, constitution de la Résistance et de la France Libre (en Grande Bretagne et dans les colonies, en métropole)

1944-1946 : Victoire des Alliés, participation des résistants à la Libération et rétablissement de la République.

Quelles sont les circonstances et les conséquences des choix effectués en 1940 ?

I. La France à genoux : la défaite et l'armistice, la France asservie et la France libre (1940 - 1941)

A. La France défaite

1. La défaite militaire et l'exode

L'offensive allemande de mai 40, après la « drôle de guerre », conduit à une déroute militaire inattendue car l'armée française est considérée jusque-là comme une des meilleures (au moins 60 000 morts pendant ces combats et 1,8 millions de soldats prisonniers).

Document : carte des opérations militaires de mai-juin 1940

8 à 10 millions de personnes, soit environ un quart 1/4 de la population française, fuient l'avancée allemande et subissent les bombardements de son aviation.

Document : Photographie d'une route de campagne en juin 1940. (*Histoire de France 1914-1945, Les grandes guerres*, dir. J.Cornette Paris, Belin 2014)

2. la capitulation

Paris envahi par les Allemands le 14 juin, le gouvernement s'est réfugié à Bordeaux, ses membres sont divisés sur la décision à prendre face à la défaite militaire : continuer ou cesser le combat ? Des membres du gouvernement (De Gaulle, G. Mandel...) et des parlementaires sont partisans de la poursuite des combats depuis les territoires de l'Empire, avec les forces françaises encore disponibles (forces navales, d'outre-mer, aviation) et en conformité avec le traité d'alliance avec GB qui interdisait de signer une paix séparée. Les partisans de la capitulation (allèguent la défaite, ne croient pas aux chances britanniques de l'emporter et rechignent à se mettre sous leur dépendance) l'emportent et le Maréchal Pétain devient président du Conseil le 16 juin. Il décide d'arrêter le combat et de demander aux Allemands un armistice

B. De Gaulle et Pétain : deux positions face à la défaite

1. Pétain : le choix de la capitulation

Le 17 juin 40, dans un discours radiodiffusé, Pétain fait le constat de la défaite et l'annonce aux Français.

Document : Extrait du discours du maréchal Pétain du 17 juin 1940

Pétain apparaît comme protecteur et rassurant, « Vainqueur de Verdun », 84 ans, carrière militaire et politique

L'armistice sera signé le 22 juin 1940 à Rethondes, c'est une humiliation.

Document : photographie de la signature de l'armistice le 22 juin 1940 à Rethondes

2. De Gaulle : le choix du combat

Constat différent et choix inverse pour De Gaulle (bataille de France perdue mais la France dispose de forces propres et d'Alliés, les territoires de l'empire peuvent constituer un refuge et abri pour reconstituer les forces et organiser la riposte)

Il refuse la capitulation et appelle à résister aux Allemands et à la tentation de l'armistice.

Documents : discours de De Gaulle au micro de la BBC à Londres le 18 juin 1940,

Affiche « A tous les Français », 1940, Musée de l'armée, Paris

L'appel du 18 juin 1940, dont aucun enregistrement n'a été conservé et qui a été peu entendu, répondait au discours de Philippe Pétain annonçant la demande d'armistice, il est repris par quelques quotidiens français ainsi que des tracts et affiches diffusés à partir d'août 40 en GB puis en France

C. La France de l'armistice et de la collaboration face à celle de la résistance

1. La France « en morceaux » et à genoux

Document : Carte de la France à l'issue de l'armistice, site du musée de la résistance, Paris

Les conditions de l'armistice : la division du territoire français, la démobilisation et l'interdiction de toute action de résistance contre l'occupant et de tout combat commun avec l'Angleterre, le paiement de lourdes indemnités d'occupation...

Document : photo de l'entrevue de Montoire entre Hitler et Pétain le 24 octobre 1940

Le gouvernement de Vichy a la volonté d'incarner la souveraineté française, cela correspond aussi au choix d'Hitler de diviser les Français pour mieux les dominer, il accorde ainsi une zone « libre » pour dissocier la France de son allié britannique, donner l'illusion du pouvoir et employer moins de forces d'occupations (nécessaires pour le front de l'Est)

Cela répond aussi au désir de hisser la France en meilleure place dans le nouvel ordre européen et est supposé adoucir les conditions de l'armistice. Pétain engage personnellement et officiellement la France dans la collaboration. Le processus de vassalisation est en marche.

2. La France qui résiste

Documents : Photographie de De Gaulle qui passe en revue une unité des Forces françaises libres, le 14 juillet 1940 et photographie de Simone Matthieu qui passe en revue le Corps Féminin, août 1940. Londres et la France libre : constitution de la France Libre : la résistance extérieure, une armée en Angleterre et dans les territoires de l'empire français (les FFL)

Les résistants de l'intérieur : leurs motivations sont le refus de la défaite et de l'occupation et de la soumission aux Allemands, l'antifascisme et la défense de la République et de ses valeurs. Les réactions sont d'abord individuelles, minoritaires, mais donneront naissance, parfois, à des organisations. Choisir d'agir face à ce qui paraît perdu, ne pas accepter : ouvrir un horizon de possibles, porter des idéaux et se battre

Ex : Agnès Humbert (cf. *Notre Guerre, Journal de résistance (1940-1945)*, Germaine Tillon, Pierre Brossolette : à l'origine du groupe du Musée de l'Homme

Ex : Etudiants et lycéens parisiens

Document : tract manuscrit appelant à manifester le 11 novembre 1940 devant la tombe du soldat inconnu.

II. La France coupée en deux : une rupture entre Français (1941 - 1944)

A. Le régime de Vichy : un régime autoritaire au service de l'Allemagne

1. Pétain, l'Etat français et la « révolution nationale »

L'abolition de la République : Etat français, lois de juillet 40, devise « Travail, famille, patrie » (celle des Croix de feu), abolition des libertés fondamentales, des élections, de la séparation des pouvoirs.

Document : extraits des actes constitutionnels de juillet 1940

La « Révolution nationale » : « régénérer et relever la France »

Document : Affiche de la révolution nationale, R. Vachet, sans doute 1942, Musée de l'armée, Paris. L'ancien régime politique et social (la République et le Front Populaire) sont accusés d'être responsable de la défaite (idée de décadence de la France). Il s'agit de désigner et d'exclure les ennemis de la France (ennemis politiques et « étranger » sont victimes de mesures répressives, parodie de justice qui est aux ordres). Pétain tient un discours d'unité mais sème la division, crée des « catégories » de Français : mis en œuvre par Vichy en application de sa propre idéologie et voulu aussi par les Allemands (diviser et terroriser)

L'Antisémitisme d'Etat : statut des juifs dès octobre 40 accompagné d'une politique d'« aryanisation » mis en place par Vichy. Au fur et à mesure de sa perte de souveraineté, l'Etat français se soumet aux demandes allemandes

Ex : Rafles dès 1941 en zone nord avec participation de la police française, étoile jaune obligatoire en zone occupée en 1942, arrestations des juifs étrangers en zone sud à partir de l'été 42, camps d'internements français. Vichy n'est pas à l'origine de la « solution finale » mais participe au recensement, à la fragilisation puis aux arrestations et déportations (76 000 personnes désignées comme juives sont déportées, 2 500 reviendront).

Document : photographie de membres de la Milice distribuant des meubles confisqués aux juifs à Paris en 1943. *La France défaite*, A. Aglan, Documentation Photographique 8120, Paris, 2017

2. Vichy et la collaboration avec l'Allemagne nazie

La collaboration économique ex : la relève et le STO en 1943

Document : Affiche de propagande « ils donnent leur sang, donnez votre travail », 1943

La collaboration militaire et idéologique

Document : Photographie de J. Doriot sous l'uniforme allemand en compagnie de soldats allemands, devant des affiches de propagande pour la Légion des Volontaires Français, en Normandie en 1944. *La France défaite*, A. Aglan, Documentation Photographique 8120, Paris, 2017

La répression et la terreur, main dans la main : la politique des « otages » et le rôle de la Milice

Documents : Avis d'exécution d'otages par les Allemands à Paris, 1941.

Photographie d'arrestation de résistants par la Milice, 1943.

B. La résistance et la France libre : des minorités engagées

1. L'engagement dans la résistance

L'évolution internationale du conflit et les mesures prises en France par Vichy et les Allemands participent à l'entrée en résistance d'individus ou de groupes puis la formation de mouvements et de réseaux.

Ex : l'entrée en guerre de l'URSS en juin 1941 grossit la résistance des communistes qui apportent la force de l'organisation du parti.

Les combats et les succès des FFL renforcent la légitimité de De Gaulle (ex : Bir Hakeim 1942), les débarquements alliés en Afrique du Nord, puis en Sicile et en Italie, la victoire soviétique de Stalingrad en 1943 permettent des ralliements, l'espoir renaît et renforce les soutiens à la résistance.

Le poids accru de la répression allemande et vichyste, la politique raciste, les pénuries liées à l'occupation et à la collaboration, mettent au jour du vrai visage de Vichy c'est-à-dire aux ordres et au service de l'Allemagne nazie.

Tout cela conduit à l'engagements d'hommes, de femmes, français ou étrangers, de droite, de gauche, croyants ou athées ... avec des divergences mais unis par le combat commun contre la barbarie nazie servie par le régime de Vichy, tous subissent la répression (arrestations, tortures, exécutions, déportations).

2. L'organisation de la résistance

Au sein d'une société française de plus en plus hostile aux Allemands et défiante vis-à-vis du régime de Vichy, la résistance, toujours minoritaire, s'organise petit à petit entravée par le manque de moyens financiers et matériels et les difficultés de communication au sein des mouvements, entre les mouvements, entre la France et Londres.

Elle prend différentes formes : contre propagande, diffusion des idées, recrutement et bataille de l'opinion, collecte de renseignement pour les Alliés, évasion des prisonniers, des aviateurs anglais abattus, dissimulation et évasion des persécutés, organisation de la lutte armée sur le territoire français, attentats, sabotages ...

Document : « Une » du journal clandestin *Libération*, 1943

Document : Photographie de la formation de maquisards de Haute Loire, 1940

Il est nécessaire de procéder à une coordination et de faire le lien avec la France Libre et les FFL : rôle de Jean Moulin et création du CNR en 1943 : reconnaissance de De Gaulle comme chef, union des différents mouvements et objectif de coordination des actions, préparation de la libération en soutien des forces alliées et libres.

Document : Affiche « un seul combat pour une seule patrie », Knopf, Paris, musée de l'Armée, Paris.

C. Libérer et gouverner la France

1. Les combats pour la libération de la France

L'essentiel du territoire métropolitain français passe sous contrôle des forces de la résistance et des troupes débarquées, principalement anglo-américaines (troupes françaises peu nombreuses jusqu' à l'arrivée, le 1^{er} août de la 2^{ème} DB de Leclerc), entre juin et mi-septembre 1944 mais les combats se poursuivent jusqu'en mai 45. Les batailles sont meurtrières, les civils très touchés

Document : Carte de la libération du territoire français

Les débarquements donnent le signal d'entrée en action des maquis, par exemple dans le Vercors, la réaction de l'occupant est terrible.

Ex : Oradour le 10 juin 1944 : 642 morts mais des centaines de localités sont touchées dans le cadre d'une politique de terreur : « otages » pendus et fusillés, c'est entre juin et août 1944 qu'est tuée la majorité des résistants morts pendant la guerre

Document : photographie de Maquisards exécutés à Lantilly (Bourgogne) le 25 mai 1944. Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne.

Les combats menés par les FFI et l'armée Française attestent de l'engagement des Français dans la lutte et de leur part dans la victoire.

Ex : insurrection parisienne et libération de Paris le 25 août : reddition signée par Leclerc (Armée française) et Rol Tanguy (résistance communiste de l'intérieur)

Document : Le général Leclerc à son arrivée à Montparnasse, 25 août 1944. *National Archives and Records Administration*, Washington.

2. Gouverner la France libérée

Document : Vidéo du discours de De Gaulle à l'Hôtel de ville, 25 août 1944, INA

Volonté de réconciliation et d'unité, de gouvernement de la France par la France

Restauration de la République par le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), avec De Gaulle à sa tête et formé des différentes composantes de la Résistance, partis politiques et syndicats engagés dans le combat, qui a préparé des mesures pour la France libérée : le programme du CNR.

III. La France de la Libération (1944-1946)

A. Restaurer la République

Document : Affiche du GPRF en 1944 « Libération »

Photographie du vote de femmes en 1945

1. Le rétablissement des principes républicains

Restauration de la légalité face à l'épuration sauvage ex : Procès Pétain

Rétablissement des liberté fondamentales
 Droit de vote des femmes
 Election d'une assemblée constituante, élections municipales

2. Une nouvelle République

Fin d'une unanimité politique : le problème des futures institutions brise l'unanimité, au moins de façade, qui se maintenait depuis la Libération : conception gaullienne avec un exécutif fort et conception parlementaire de La République. Cela conduit à la démission de De Gaulle en janvier 1946. La constitution de 1946 adoptée par référendum le 4 octobre fonde la IV^{ème} République.

B. Reconstruire la France

1. Un pays ruiné et dévasté

Pertes humaines, retour douloureux des prisonniers et déportés, destructions matérielles dues à la guerre et pénuries persistantes

2. Un programme de reconstruction inspiré par l'esprit de la Résistance

Le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) établit l'idée que la démocratie inclut des droits économiques et sociaux et octroi d'un rôle majeur à l'Etat dans l'économie

- Les nationalisations : sanctions (Renault, Houillères du Nord Pas de Calais...) mais aussi secteurs clé pour piloter l'économie et reconstruire (banques et assurances, énergie, transport aérien.)
- La sécurité sociale (les assurances sociales sont rattachées à un organisme unique qui couvre tous les salariés et repose sur le principe de la solidarité : entre malades et bien portants, entre les générations, et garantit des droits sociaux pour tous : à la protection de la santé, de la maternité, au repos et aux loisirs énoncés dans le Préambule constitution de 46.

Document : Affiche pour la sécurité sociale « Tous solidaires », 1945

C. Retrouver une place dans le monde

La France est reconnue lors de la Conférence de Yalta comme une des puissances victorieuses = et obtient siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais la puissance française est en question, la guerre froide s'annonce.

Conclusion

Des heures sombres sont sorties quelques lumières, la Résistance et de nouveaux droits.

Document : Chant des partisans, J. Kessel, M Druon, A. Marly, 1943